



MARCHE DE SERVICES

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun aux 3 lots

Lot n°1 – 2024-37 - Prestation de nettoyage des locaux et entretien de la vitrerie **de la Délégation régionale de Besançon**

Lot n°2 – 2024-38 - Prestation de nettoyage des locaux et entretien de la vitrerie **de la Délégation régionale de Marseille**

Lot n°3 – 2024-39 - Prestation de nettoyage des locaux et entretien de la vitrerie **de la Délégation régionale de Montpellier**

Acheteur

Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

Adresse : 2-4 Allée de Lodz 69363 LYON Cedex 07

Téléphone : 0472712600

SIRET N° : 18690155900069

Représentant de l'Acheteur

Monsieur le Directeur Général

Objet du marché

Prestations de nettoyage des locaux et d'entretien de la vitrerie des 3 sites « distants » de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse : délégation régionale de Besançon, délégation régionale de Marseille, et délégation régionale de Montpellier.

Sommaire

1. Objet du marché - Dispositions générales	4
1.1 Objet du marché	4
1.2 Décomposition en lots et fractionnement à bons de commande	4
1.3 Conditions de passation des bons de commande	5
1.4 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel	5
1.5 Traitement des données	5
2. Durée du marché	7
2.1 Durée du marché	7
2.2 Prolongation des délais d'exécution	7
2.3 Suspension et reprise de l'exécution	8
3. Pièces constitutives du marché	8
4. Forme des notifications et informations au titulaire	9
5. Prix - Variation du prix	9
5.1 Contenu des prix	9
5.2 Mode d'établissement des prix du marché	9
5.3 Variation du prix	9
6. Retenue de garantie	10
7. Avance	10
8. Règlement des comptes	10
8.1 Modalités de règlement du prix	10
8.2 Délais de paiement	11
8.3 Echancier des paiements	12
8.4 Intérêts moratoires	12
8.5 Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques solidaires	12
9. Modalités d'exécution du marché	12
9.1 Conditions d'exécution des prestations	12
9.2 Modalités particulières pour un marché à bons de commande	13
9.3 Modification du marché	13
9.4 Prestations supplémentaires ou modificatives	13
10. Développement durable – Dimension environnementale	14
11. Pénalités	14
11.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations	14
12. Constatation de l'exécution des prestations	15
12.1 Opérations de vérification et décisions	15

12.2	Admission, ajournement, refaction et rejet.....	15
13.	Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles.....	15
14.	Garanties	15
15.	Assurances	16
16.	Différends.....	16
17.	Dispositions en cas d'intervenants étrangers	16
18.	Résiliation du marché	16
18.1	Résiliation pour faute.....	16
18.2	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	16
19.	Dérogations aux documents généraux.....	17

1. Objet du marché - Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Prestations de nettoyage des locaux et d'entretien de la vitrerie des 3 sites « distants » de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse : délégation régionale de Besançon, délégation régionale de Marseille, et délégation régionale de Montpellier.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le CCTP propre à chaque lot.

1.2 Décomposition en lots et fractionnement à bons de commande

Les différents lots et lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

Lot n°1 : Prestation de nettoyage des locaux et entretien de la vitrerie de la **Délégation régionale de Besançon - Le Cadran - 34 rue de la Corvée - 25000 BESANCON**

Lot n°2 : Prestation de nettoyage des locaux et entretien de la vitrerie de la **Délégation régionale de Marseille - Immeuble CMCI (4ème étage) - 2 rue Henri Barbusse - 13001 MARSEILLE**

Lot n°3 : Prestation de nettoyage des locaux et entretien de la vitrerie de la **Délégation régionale de Montpellier - 650 rue Henri Becquerel - Bâtiment 2 - 34000 MONTPELLIER**

Il s'agit d'un marché ordinaire pour la prestation forfaitaire et un marché à bons de commande pour les prestations unitaires avec un montant maximum fixé dans l'acte d'engagement pour chacun des lots. Le marché est conclu à prix mixtes.

- **La prestation forfaitaire :**

- Le forfait annuel de nettoyage des locaux et d'entretien de la vitrerie est rémunéré par application du prix forfaitaire indiqué dans le « bordereau des prix forfaitaires et unitaires » annexe n°1 à l'acte d'engagement.

- **Les prestations unitaires :**

- Le coût horaire du personnel pour des prestations de nettoyage simple ne nécessitant pas de moyens particuliers.
- Le coût horaire du personnel pour des prestations de nettoyage nécessitant l'utilisation de matériel particulier.
- Les prestations de dératisation ou de désinsectisation.
- Le nettoyage approfondi d'un fauteuil ou d'une chaise en tissu.
- Le nettoyage approfondi d'un poste de travail.

Le marché est traité par application, aux quantités réellement exécutées, des prix tels que renseignés au bordereau des prix forfaitaires et unitaires, annexe n°1 à l'Acte d'Engagement « BP-CIT-LOT... », sur lesquels le titulaire est engagé, y compris en cas de reconduction.

Les prestations des différents lots font l'objet d'un fractionnement en bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Le marché sera conclu avec un seul opérateur économique.

1.3 Conditions de passation des bons de commande

Chaque bon de commande précisera :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser
- Le montant du bon de commande
- La référence du marché
- S'il y a lieu :
 - Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser
 - Les conditions particulières d'exécution
 - Les conditions particulières de livraison et d'admission
 - Les délais de livraison
 - Le lieu de livraison
 - Les documents à fournir à la livraison

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article *Forme des notifications et informations au titulaire* ci-dessous et à l'article 3.7 du CCAG FCS.

Les commandes successives seront adressées sous forme de bons de commande passées dans les conditions suivantes : Les bons de commande sont adressés par messagerie électronique au fur et à mesure de la survenance des besoins, en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Le titulaire accusera le bon de commande par retour de mail dans un délai de 5 jours.

Les bons de commande passés sur la base de l'accord-cadre, prennent fin à l'admission de la dernière prestation objet du bon de commande. Leur exécution peut se prolonger au-delà de la fin de validité de l'accord-cadre.

1.4 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

1.5 Traitement des données

Dans le cadre du marché, le titulaire doit mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur :

- Le titulaire devra s'assurer de la réalisation du traitement des données dans les conditions suivantes :

Dans le cadre du marché, titulaire doit mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte du maître d'ouvrage.

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse est responsable de traitement, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil en date du 27 avril 2016 (Règlement général européen sur la protection des données - « RGPD »).

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public (base légale du traitement, article 6-1 e) du RGPD).

Le titulaire (ou sous-traitant au sens du RGPD) est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement du maître d'ouvrage (le Directeur général de l'établissement) les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations. Pour l'exécution de ces prestations, le maître d'ouvrage met à la disposition du titulaire les informations nécessaires à sa mission.

Le titulaire (ou sous-traitant, au sens du « RGPD ») s'engage :

- à garder confidentiel l'ensemble des documents ou informations auxquels il aura accès dans le cadre de l'exécution du marché ;
- à informer l'Agence de l'Eau de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer. Le titulaire doit mentionner dans son offre les coordonnées d'un référent à contacter pour toutes questions sur la protection des données. ».

Conformément aux articles 15 à 22 du RGPD et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018, le maître d'œuvre (titulaire ou sous-traitant, au sens du « RGPD ») dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de leurs données.

Pour les exercer, il pourra contacter le délégué à la protection des données de l'Agence de l'Eau :

- Par mail : contact.rgpd@eaurmc.fr

- Par voie postale (avec copie de votre pièce d'identité en cas d'exercice de vos droits) :
Délégation à la protection des données, Agence de Rhône Méditerranée Corse, 2-4 Allée de Lodz 69363 Lyon cedex 07.

Il pourra également introduire une réclamation auprès de la CNIL (art. 13 du RGPD - place Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris cedex / <http://www.cnil.fr>).

Le traitement des données porte sur :

- Indiquer l'objet :
Coordonnées professionnelles de contact de l'équipe d'encadrement du titulaire et du support administratif du titulaire + catégorie professionnelle et ancienneté de chaque membre de l'équipe d'intervention. Aucun traitement sur les données de l'équipe d'intervention. Conservation des données de l'équipe d'encadrement et du support administratif dans une base Outlook.
- La nature des opérations réalisées sur les données
Traitement automatisé via Outlook.
- La ou les finalités du traitement de ces données
Communication, échanges dans le cadre du suivi et de l'exécution de chacun des lots
- Le type de données à caractère personnel traitées :
Civilité, nom, prénom, fonction, téléphone, e-mail.
- Les catégories de personnes concernées
Personnel d'encadrement, support administratif.

- Les catégories de destinataires des données sont :
Les agents de l'agence de l'eau (AGAF Besançon, AGAF Marseille, AGAF Montpellier, SLB, SAAJ).
- La durée du traitement et du stockage des données personnelles
Validité du marché.
- Transfert des données hors UE :
☐ Oui Nom(s) du (des) pays destinataire(s) :
☒ Non

Sort des données :

Au terme de la prestation relative au traitement de ces données ou au plus tard au terme de la durée du marché, le Sous-traitant (= Titulaire du marché) s'engage :

- ☒ option 1 : à détruire toutes les données à caractère personnel. Une fois détruites, le sous-traitant justifie par écrit de la destruction.
- ☐ option 2 : à renvoyer toutes les données à caractère personnel au Responsable de traitement. Le renvoi s'accompagne de la justification par écrit de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'informations du Sous-traitant

L'agence de l'Eau conserve à des fins d'archivage les dossiers administratifs et financiers :

- 5 ans pour les candidatures et offres non retenues ;
- 10 ans (à compter de la date de solde du marché) pour les marchés relatifs à des prestations de service, prestations d'études et achats de fournitures courantes ;
- 140 ans pour les prestations intellectuelles ouvrant droits d'auteur ;
- Durée de vie du bâtiment pour tous marchés de travaux.

Tout manquement sera susceptible d'entraîner des sanctions, voire la résiliation du marché, selon les dispositions du CCAG applicable.

2. Durée du marché

2.1 Durée du marché

La durée du marché est définie à l'article *Durée du marché* de l'acte d'engagement.

2.2 Prolongation des délais d'exécution

Toutes les dispositions de l'article 13.3 du CCAG-FCS qui ne sont ni complétées, ni modifiées, ni précisées par le présent article sont applicables au présent marché.

Le titulaire est tenu de réaliser les prestations selon les conditions et délais fixés dans le CCTP, et conformément aux engagements pris dans son offre.

Si les délais ne peuvent être respectés du fait de l'Acheteur ou d'un événement extérieur aux parties, le titulaire doit, par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS dès qu'il en a connaissance, avertir l'Acheteur par courriel (à l'adresse du référent de l'Acheteur communiquée au démarrage du marché), suivi d'une confirmation par lettre recommandée avec avis de réception. Le courriel et la lettre recommandée indiquent expressément la durée de prolongation du délai d'exécution demandée.

L'Acheteur notifie au titulaire, par ordre de service, sa décision relative à la demande de

prolongation du délai d'exécution.

La décision de l'Acheteur de prolonger la durée d'exécution n'ouvre pas droit à indemnisation du titulaire.

Aucune demande de prolongation de durée d'exécution ne peut être présentée par le titulaire après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation. En cas de dépassement des délais et si le titulaire n'a pas émis de remarque, l'Acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités de retard prévues à l'article 11 du présent CCAP.

Aucune prolongation de délai d'exécution ne peut avoir pour effet de prolonger la durée de validité du marché.

2.3 Suspension et reprise de l'exécution

Le titulaire est tenu de réaliser les prestations selon les conditions et délais fixés dans le CCTP, et conformément aux engagements pris dans son offre.

Si les délais ne peuvent être respectés du fait de l'Acheteur ou d'un événement extérieur aux parties, **et sous réserve que la durée de prolongation de l'exécution nécessaire ne puisse être déterminée dans l'immédiat avec certitude** (dans le cas contraire, application des dispositions de l'article 3 du présent CCAP) l'Acheteur peut enjoindre au titulaire – par ordre de service - de suspendre l'exécution des prestations, pour un délai ne pouvant excéder 25% de la durée initiale de validité du marché, et sous réserve que cette durée ne soit pas expirée.

Lorsque les causes ayant fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel sont levées, l'Acheteur enjoint au titulaire – par ordre de service – de reprendre l'exécution des prestations.

La décision de l'Acheteur de suspendre l'exécution des prestations n'ouvre pas droit à indemnisation du titulaire.

3. Pièces constitutives du marché

- L'acte d'engagement, ses éventuelles annexes et son annexe financière le bordereau des prix– Estimation financière « BP-CIT-LOT... » propre à chaque lot, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, commun aux 3 lots, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, propre à chaque lot, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).
- L'offre technique du titulaire (cadre de réponse) pour chacun des lots.
- Le Certificat de visite, pour chacun des lots.

4. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

5. Prix - Variation du prix

5.1 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande.

5.2 Mode d'établissement des prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

5.3 Variation du prix

Les prix des marchés sont révisables.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG FCS, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de décembre 2024, correspondant au 4^e trimestre 2024 de la publication de l'indice retenu pour la révision annuelle.

Ce mois est appelé « *mois zéro* ».

Les prix sont révisés par l'application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times (I / Io)$$

Dans laquelle :

Pr = Prix révisé ;

Po = Prix indiqué dans l'offre et réputé établi sur la base des conditions économiques du trimestre correspondant à la date limite de réception des offres (décembre 2024), soit le 4^e

trimestre 2024 ;

I = Valeur de l'indice CPF 81.22 (Identifiant 010766789) de référence le plus récent disponible le jour où sont calculés les prix révisés.

I_0 = Valeur de l'indice de référence CPF 81.22 (Identifiant 010766789) du trimestre d'établissement du prix, soit le 4^e trimestre 2024, correspondant à la date limite de réception des offres, soit décembre 2024.

La périodicité de la révision est définie comme suit : annuelle, à date anniversaire de la notification du marché.

- Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : INSEE,

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

6. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

7. Avance

Aucune avance ne sera effectuée.

8. Règlement des comptes

8.1 Modalités de règlement du prix

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées :
Le règlement du prix s'effectue à chaque livraison et décision d'admission distincte : ce règlement prend la forme d'un règlement partiel définitif dans les conditions de l'article 11.7.1 du CCAG FCS.

8.1.1 Demandes de paiement

La facturation s'effectue selon les modalités prévues à l'article 7.3

Lorsque le titulaire a droit à un règlement partiel définitif conformément aux dispositions ci-dessus, les demandes de paiement des règlements partiels définitifs sont établies, conformément aux articles 11.3 et 11.7 du CCAG FCS ainsi qu'aux dispositions ci-dessous, par le titulaire.

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG FCS, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- les références du contrat ;

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées, ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- le détail des prix unitaires ;
- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et TTC ;
- les pénalités éventuelles pour retard, et autres pénalités ;
- les avances à rembourser ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC

La demande de paiement devra comporter le numéro du ou des bons de commande.

- L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

8.1.2 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : - 186 901 559 00069

- Le code engagement nécessaire est le numéro de marché indiqué sur la première page de l'acte d'engagement correspondant au lot soumissionné.

- Le code service est le suivant :

Pour la délégation régionale de Besançon : 42 - BSN

Pour la délégation régionale de Marseille : 41 - MRS

Pour la délégation régionale de Montpellier : - MTP

8.2 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

8.3 Echéancier des paiements

Pour la partie traitée à prix forfaitaire :

Le forfait annuel fait l'objet d'un paiement mensuel à terme échu après constatation du service fait. Chaque paiement représente 1/12ème du montant du forfait annuel.

Pour la partie traitée à prix unitaire :

Les prestations seront facturées au fur et à mesure de l'exécution des bons de commande après service fait.

8.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

8.5 Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques solidaires

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

9. Modalités d'exécution du marché

9.1 Conditions d'exécution des prestations

La prestation devra être exécutée dans les délais prévus à l'article *Durée du marché et/ou délais d'exécution* de l'acte d'engagement.

Les prestations seront réalisées dans les conditions définies par le CCTP.

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution du marché commencera à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer les prestations du présent marché.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG FCS, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

L'adresse de réalisation des prestations sera précisée lors de l'émission de chaque bon de commande.

9.2 Modalités particulières pour un marché à bons de commande

Les commandes sont faites suivant l'établissement des bons de commande.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande pour formuler ses observations. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

Dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande serait inférieur à quinze jours, l'acheteur indiquera dans le bon de commande lui-même le délai pendant lequel le titulaire pourrait émettre ses réserves, par dérogation à l'article 3.7 du CCAG FCS.

9.3 Modification du marché

Le marché peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications spécifiques suivantes pourront être apportées :

Clause de réexamen :

En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 2° du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du présent marché et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiale ;
- en cas d'événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (crise sanitaire par exemple), une modification du marché pourra être envisagée afin d'y remédier. Ces modifications ne sauraient changer la nature globale du contrat et devront être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'événement rencontré et le besoin de modifier le contrat, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au contrat.

9.4 Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG FCS, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution du marché, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent marché ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG FCS.

10. Développement durable – Dimension environnementale

Voir paragraphe "Démarche environnementale" du CCTP propre à chaque lot.

11. Pénalités

11.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur appliquera des pénalités conformément aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 25% du montant total HT du marché ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

Pénalité pour non-respect des moyens organisationnels :

Type de manquement	Montant de la pénalité
Absence du personnel d'intervention	150 € HT / salarié et par jour*
Non-respect des plages horaires de présence de l'équipe d'intervention	10 € / heure et / salarié**
Matériels en état d'usage anormal ou hors d'usage et non remplacés	40 € HT / matériel
Utilisation de produits sans FDS et/ou sans l'accord de l'Agence	50 € HT / jour où une infraction est constatée
Stockage de produit non utilisable ou non autorisé sur le site de l'Agence	50 € HT / jour d'infraction constatée
Non-respect des fréquences des opérations de nettoyage.	100 € HT / manquement constaté
Non-respect du plan de prévention	100 € HT / infraction constatée
Non-respect du programme d'auto contrôle de la qualité des prestations	100 € HT / infraction constatée
Absence aux réunions programmées	100 € HT / personne et par absence
Retard dans la production des documents contractuels	50 € HT / jour de retard et par document***
Non prise en compte des doléances de l'Agence	15 € HT / doléance non prise en compte dans les 48h00

*Tout jour commencé est dû

** Toute heure commencée est dû

*** *Plan de prévention ; liste du personnel ; liste et FDS des produits utilisés ; liste des matériels utilisés ; fiches de poste ; fiches méthode ; calendrier prévisionnel.*

Pénalité pour non-respect de l'obligation de résultats :

Manquement (cf. art. 6.1.1 du CCTP)	Montant de la pénalité
Prestations non exécutées, ou mal exécutées (poussière, déchets, tâche, coulure, trace de doigts, traces résiduelles de lavage, flaques, etc.), ou exécutées partiellement.	100 € HT / par zone vérifiée non conforme, constatée contradictoirement

12. Constatation de l'exécution des prestations

La livraison de chaque commande fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

12.1 Opérations de vérification et décisions

Par dérogation aux articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS, les opérations de vérification se dérouleront selon les modalités suivantes :

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, l'Acheteur n'est pas obligé d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, si sa présence n'est pas nécessaire.

Les autres dispositions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS s'appliquent aux opérations de vérification et aux décisions y afférent.

En particulier, conformément à l'article 28.2 du CCAG-FCS, l'agence de l'eau dispose, en dehors des cas de vérifications quantitatives et qualitatives simples visées à l'article 28.1 du CCAG-FCS, d'un délai de 15 jours pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

12.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

13. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG FCS seront applicables.

14. Garanties

Sans objet

15. Assurances

Le titulaire désigné dans le marché devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison des prestations.

16. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG FCS.

La loi française est seule applicable.

Le tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

17. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français".

18. Résiliation du marché

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

18.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

18.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du

montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

19. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- À l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article *Pièces constitutives*
- À l'article 10.2.4 du CCAG FCS par l'article *Variation des prix*
- À l'article 13.1.1 du CCAG FCS par l'article *Durée*
- A l'article 13.3 du CCAG FCS par l'article *Prolongation des délais d'exécution*
- Aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations*
- À l'article 3.7 du CCAG FCS par l'article *Modalités particulières pour un marché à bons de commande*
- Aux articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS par l'article *Opérations de vérifications et décisions*